

Autrement dit, il n'y a qu'une manière de maintenir notre situation: il faut lier le processus de transformation et la croissance économique du Canada à nos exportations de ressources énergétiques puisque les autres pays en ont un si grand besoin. Les États-Unis doivent se procurer notre gaz et probablement notre pétrole. Ils ont besoin de nos minéraux, de notre acier, de notre fer et d'autres matières de ce genre. Nous pouvons insister là-dessus, je pense, comme nous l'avons fait à l'égard de l'accord sur l'automobile; celui-ci a largement contribué à l'accroissement de nos exportations aux États-Unis. Nous pourrions agir de la même façon en ce qui concerne nos ressources énergétiques. C'est la seule arme que nous possédions, et je crois que nous devrions nous en servir.

Nous devrions rationaliser notre industrie. Nous parlons de rationalisation, mais il y a quelques semaines, nous avons passé le plus clair d'une journée à protéger l'industrie de la chemise. La rationalisation, selon moi, semblerait indiquer que la chemiserie ne convient tout simplement pas au Canada. En revanche, l'industrie aéronautique lui convient. Nous disposons d'énergie à bon marché. Environ un tiers du coût de production d'un aéronef provient de l'utilisation d'énergie électrique. Nous avons l'aluminium et les autres matières premières. Jusqu'à 1962, nous avions le noyau d'une industrie et nous pourrions l'avoir à nouveau. L'appui de l'industrie aéronautique au Canada et sa commandite feraient davantage pour notre pays que les chemisiers et les fabricants de serviettes, de chaussures et de caoutchouc. Cette industrie doit être en mesure de fabriquer des appareils pour le monde entier. Nous avons tous les matériaux nécessaires, ainsi que l'ingéniosité et la compétence voulues. Tout ce qu'il nous faut, c'est de l'enthousiasme. Les problèmes de transport, il va sans dire, seraient immenses.

Je me demande si l'on s'est demandé pourquoi nous ne pourrions passer un accord avec les États-Unis pour que le transport sur le canal du Saint-Laurent soit presque aussi libre qu'il l'est sur le canal du Rhin en Allemagne. Si nous subventionnons la voie maritime, autant subventionner l'ensemble de l'entreprise. Nous pourrions approfondir le canal et retenir pour cela les services d'une société de la Nouvelle-Écosse, par exemple. Cela épargnerait les frais de transport. Autrement, nous ne serons pas en mesure de soutenir la concurrence du Japon et de l'Allemagne et, bien entendu, celle de la Communauté économique européenne. J'espère avoir brossé un tableau assez sombre, sinon noir, mais je crois que ce serait folie que de fermer les yeux et de dire que nous survivrions bien d'une façon ou d'une autre. Pour être franc, pourtant, ce que je dis n'a pas vraiment d'importance. Je ne crois pas que ce qui se dit à la Chambre ait vraiment d'importance parce que le climat actuel du pays veut que ce que fait et dit le premier ministre (M. Trudeau) soit plus important que tout le reste. Plus que dans aucun autre pays d'Amérique du Nord, c'est précisément le climat du pays. La question qui se pose maintenant est donc de savoir si le premier ministre aura l'audace nécessaire. Car c'est de l'audace qu'il faut dans ce cas, l'audace d'essayer une façon de faire entièrement nouvelle plutôt que de compter sur la sagesse traditionnelle.

Je sais que le président du Conseil du Trésor (M. Drury) possède une vaste expérience. Il a longtemps

[M. Otto.]

appartenu à la Fonction publique avant d'être élu à la Chambre et de faire partie du cabinet. Nous ne devons pas sous-estimer la puissance de l'éminence grise du gouvernement. Je crois néanmoins que le premier ministre devrait se rendre compte que ce n'est pas avec des conseils de ce genre que l'on sauvera le Canada. Il faut envisager les choses sous un jour complètement nouveau et laisser place à ceux qui savent prendre des risques et encourager l'innovation. Si nécessaire, il nous faudra oublier une grande partie des principes sacro-saints de la rétribution et ainsi de suite. Si nous ne sommes pas prêts à livrer cette bataille, il nous faut dire adieu une bonne fois pour toutes au nationalisme économique. Je crois que nous devrions alors lier entièrement notre sort à celui des États-Unis, car ils sont certains de survivre et, dans ce cas, nous avons des chances d'être sauvés avec eux.

• (4.40 p.m.)

Si nous tentons d'être complètement indépendants, nous nous effriterons, et notre nationalisme nous privera d'une économie viable. Les députés devraient lire un article extrêmement intéressant sur l'essor que le Japon a donné à son exploitation, paru dans le numéro de septembre de la revue *Fortune*, et qui traite aussi des méthodes allemandes. Si les députés voulaient bien lire de tels articles et examiner les programmes d'exportation actuels de ces pays, ils verraient que peu importe les tarifs que nous imposerons, nous ne pourrions jamais nous protéger et notre situation économique deviendra la plus faible que nous ayons jamais connue, à moins que, pour ainsi dire, nous ne prenions le mors aux dents et ne nous déclarions prêts à faire de grandes choses, et de notre propre initiative. Mais pour cela il faut du courage; il faut attaquer sur divers fronts et être prêt à échouer aussi bien qu'à réussir. Mais nous devons prendre le risque.

Actuellement, le premier ministre (M. Trudeau) jouit d'un droit que la population lui a accordé. Elle l'a assuré de la loyauté et lui a dit: «Nous vous donnons la liberté d'accomplir ce qu'il vous plaira. Si vous faites une erreur, nous vous pardonnerons, mais si vous réussissez, tant mieux.» Cependant, la population ne tolérera pas un programme vieux jeu, réactionnaire, conventionnel, qui n'a aucune chance de succès. Si nous refusons d'agir, que les députés, en particulier ceux de l'opposition, conseillent à leur groupement d'oublier l'anti-américanisme, car la seule façon dont nous puissions survivre est de nous lier presque sans réserve aux États-Unis, en espérant au moins, en groupant nos énergies et nos ressources, pouvoir résister à l'offensive des pays commerçants et ainsi survivre.

M. l'Orateur suppléant: Le député de York-Est (M. Otto) a signalé qu'il accepterait que le député de Waterloo (M. Saltsman) lui pose une question.

M. Saltsman: Je me demande si je pourrais obtenir un éclaircissement du député de York-Est. Je pourrais peut-être d'abord le féliciter de son discours des plus intéressants. Ensuite je lui demanderai s'il a complètement abandonné l'espoir de notre survie, alors qu'il propose que nous nous liions étroitement aux États-Unis pour survivre sur le plan économique. A-t-il abandonné l'espoir que nous puissions survivre, même s'il a dit dans son discours qu'il y avait des solutions de rechange?

M. Otto: Sans être partial, et je ne crois pas que nous devrions l'être, j'aimerais pouvoir dire que j'espère que